



LE MONDE OUVRIER ÉLECTIONS PROVINCIALES 2018

Le 1^{er} octobre prochain, nous souhaitons l'élection d'un gouvernement qui s'engagera résolument à promouvoir un régime de justice sociale, de dignité de la personne et de liberté démocratique.

C'est pourquoi la FTQ et ses syndicats affiliés, qui représentent ensemble plus de 600 000 personnes à travers le Québec, ont décidé d'interpeler les partis politiques à l'aide d'une plateforme électorale.

Cette plateforme électorale, adoptée lors du Conseil général de février dernier, contient 24 propositions pour améliorer les droits et les conditions de vie de la majorité des Québécois et des Québécoises. Il s'agit de propositions représentatives des revendications courantes de la centrale, par exemple l'augmentation du salaire minimum à 15\$ l'heure ou le respect du droit à la libre négociation des conditions de travail. Nous avons également pris la décision de solliciter les chefs

des quatre partis représentés à l'Assemblée nationale afin qu'ils réagissent à nos propositions. Le Bureau de direction de la centrale a ainsi rencontré Jean-François Lisée en mars, François Legault en avril et Gabriel Nadeau-Dubois en mai. Quant à Philippe Couillard, il est attendu au mois de juin.

Un sondage du mois de mars dernier indiquait qu'une proportion d'environ 60% des répondants et répondantes disant songer à voter pour la CAQ pourrait changer d'idée avant le scrutin du 1^{er} octobre. C'est une situation tout à fait normale. Dans les mois, semaines et jours précédant l'élection, les gens cherchent à s'informer avant d'arrêter leur choix. C'est pourquoi notre démarche a pour but de fournir aux membres une information obtenue de première main, dans

le but de contribuer à leur réflexion.

Vous trouverez dans cet encart spécial du *Monde ouvrier* trois sections : la liste des 24 propositions qui constituent la plateforme électorale de la centrale, les réponses de trois chefs de parti à ces propositions (PQ, CAQ, QS) et un rappel des décisions prises par le gouvernement libéral de Philippe Couillard que nous avons dénoncées au cours des dernières années.

Il est important de souligner qu'il est de plus en plus difficile de comparer les programmes des partis politiques lors des élections. En effet, ces derniers ont pris l'habitude de dévoiler leurs plateformes électorales au compte-goutte, à mesure que la campagne électorale avance, dans le but de maximiser la portée médiatique de chacune



ERIC DEIMERS

de leurs propositions. C'est pourquoi il nous a semblé plus approprié de comparer les réponses des chefs des partis aux revendications de notre propre plateforme.

Malheureusement, au moment de mettre sous presse, nous n'avions pas encore eu l'opportunité de rencontrer le chef des libéraux, Philippe Couillard. Celui-ci a accepté la rencontre, mais elle aura lieu plus tard en juin. De tous les chefs de parti en lice, il est celui qui porte

le plus lourd fardeau puisqu'il doit défendre son bilan. Or, vous savez que nous faisons partie des groupes qui ont durement critiqué son gouvernement. Un rappel des décisions que nous avons critiquées se trouve d'ailleurs en page 4.

Malgré nos désaccords, nous croyons sincèrement qu'en 2018, le Parti libéral du Québec pourrait nous surprendre en s'engageant favorablement à l'égard de plusieurs de nos revendications.

C'est pourquoi nous mettrons à jour le tableau présenté dans les deux pages suivantes dès que nous aurons eu une rencontre avec le chef du parti libéral. Pour le consulter : ftq.qc.ca/elections-quebec-2018.

Daniel Boyer

Le président, Daniel Boyer

Serge Cadieux

Le secrétaire général, Serge Cadieux

Pour télécharger tout le matériel, rendez-vous sur le portail de la FTQ

Élections provinciales 2018



<https://ftq.qc.ca/elections-quebec-2018>

DE L'INFORMATION POUR UN CHOIX ÉCLAIRÉ

La FTQ et ses syndicats affiliés ont adopté une plateforme électorale contenant 24 revendications importantes pour améliorer la qualité de la vie démocratique, la justice sociale et les conditions de vie des Québécois et des Québécoises. Ils ont ensuite demandé aux chefs des quatre partis présents à l'Assemblée nationale de se prononcer sur cette liste. Voici leurs réponses.

Au moment de mettre sous presse, le 7 juin, la rencontre avec le PLQ, prévue fin juin, n'avait pas encore eu lieu. Les dernières années au pouvoir du gouvernement nous permettent par ailleurs de tracer un bilan (page 4) et de connaître leurs positions par rapport à plusieurs de nos revendications. **Ce comparatif sera mis à jour sur le site Internet de la FTQ à la suite de la rencontre avec le chef du Parti libéral du Québec et au fur et à mesure des annonces des partis.**

Plateforme électorale de la FTQ	Réponses de Jean-François Lisée (PQ), mars 2018	Réponses de François Legault (CAQ), avril 2018	Réponses de Gabriel Nadeau-Dubois (QS), mai 2018	Parti libéral du Québec (PLQ)
Rétablir les pleins droits à la libre négociation et à la liberté d'association Les lois du travail doivent garantir l'équilibre des forces entre employeurs et travailleurs et travailleuses.		 François Legault n'exclut pas l'utilisation de lois spéciales. Par contre, il a promis que, dans un premier mandat, la CAQ ne passerait pas ses trois propositions antisyndicales promises en 2014 : dévoiler aux employeurs les finances des syndicats dans le but d'amoindrir leur rapport de force, diminuer la capacité des syndicats à recruter en changeant la procédure d'accréditation syndicale (votes au lieu de cartes), museler les syndicats en interdisant par la loi l'utilisation des cotisations syndicales « à des fins politiques ».		Pas encore connu.
Moderniser le régime de santé et de sécurité au travail La prévention est le moyen le plus efficace pour réduire le nombre de maladies, de blessures ou d'accidents mortels au travail. Or, à ce jour, plus de 75% des travailleuses et travailleurs ne sont pas protégés par la loi en matière de prévention.				 Le gouvernement a commandé un rapport qui fait consensus sur plusieurs points entre les parties patronales et syndicales. Il a choisi de ne pas y donner suite.
Augmenter le salaire minimum à 15 \$ Le salaire minimum doit être un salaire viable, c'est-à-dire qu'il doit permettre de vivre décemment.		 Pas encore de position définie à ce sujet. S'il allait de l'avant, ce serait à certaines conditions (notamment l'étalement de l'augmentation sur plusieurs années).		
Interdire les clauses de disparité de traitement À travail égal, salaire égal! Le débat sur les clauses de disparité de traitement sur les régimes de retraite, les assurances et autres avantages sociaux a assez duré. Il est temps de rétablir l'équité dans tous les milieux de travail.				 Projet de loi n° 176 sur les normes du travail. Sauf pour les clauses déjà en vigueur.
Des mesures pour améliorer la conciliation travail – vie personnelle Plus de temps pour vivre une vie décente en dehors du travail : plus de congés, plus de vacances, des horaires raisonnables, des préavis de changement d'horaire raisonnables. La FTQ demande une loi-cadre sur la conciliation travail-famille. Tous les partis proposent des mesures, mais aucun n'a mentionné cette loi-cadre.				 Étalement du RQAP et projet de loi n° 176 qui prévoit des congés additionnels.
Encadrer les agences de placement de main-d'œuvre temporaire Au nom de la flexibilité, les employeurs ont de plus en plus recours aux agences de placement au lieu d'embaucher en bonne et due forme. Le Québec est une des dernières provinces où cette pratique n'est pas encadrée.				 Plusieurs dispositions dans le projet de loi n° 176 sur les normes du travail.
Moderniser les dispositions anti-briseurs de grève Aujourd'hui, les nouvelles technologies et l'Internet facilitent le contournement des piquets de grève par des employeurs peu respectueux du Code du travail. Il faut moderniser celui-ci.				 Les gouvernements libéraux des 15 dernières années ont refusé de mettre à jour cette partie du Code du travail.
Améliorer l'accès à la Loi sur les décrets de convention collective Cette loi permet d'étendre des clauses de convention collective à des travailleurs et travailleuses non syndiqués. Elle empêche les entreprises de certains secteurs de se faire concurrence en abaissant les conditions de travail.		?		 Le gouvernement a déposé récemment le projet de loi n° 189 qui va dans le sens contraire.
Lutter contre la discrimination systémique et pour l'intégration en emploi des personnes discriminées Les personnes handicapées, immigrantes, autochtones, membres de minorités visibles ou sexuelles continuent de subir diverses formes de discrimination systémique.		 Test des valeurs pour les personnes immigrantes.		Pas encore connu.
Réinvestir massivement en santé et en éducation Il est temps de réinvestir pour assurer l'accessibilité et la qualité des services.				 Lors du dernier budget, le gouvernement Couillard a annoncé des réinvestissements importants, mais cela ne compensera pas les années d'austérité.
Améliorer l'accès à l'éducation à tous les niveaux et développer la formation professionnelle et continue de la main-d'œuvre Le Québec doit fournir d'importants efforts pour améliorer l'accès à la formation professionnelle et continue.	 Gratuité progressive des études post-secondaires, retour à une tarification unique et accessible des garderies.	?		 Le gouvernement Couillard vient de présenter une <i>Stratégie nationale de la main-d'œuvre</i> qui va dans ce sens.

Plateforme électorale de la FTQ	Réponses de Jean-François Lisée (PQ), mars 2018	Réponses de François Legault (CAQ), avril 2018	Réponses de Gabriel Nadeau-Dubois (QS), mai 2018	Parti libéral du Québec (PLQ)
Assurer l'accessibilité des services de garde à la petite enfance Les études prouvent que les meilleurs services sont offerts par les CPE. Un modèle envié partout ailleurs en Amérique du Nord.		 Pas de développement du réseau des CPE. La maternelle 4 ans deviendra obligatoire et disponible partout.		 Le gouvernement Couillard a instauré l'indexation du tarif et la modulation selon les revenus des parents. Le PLQ vient de promettre la gratuité de la garderie pour les enfants de 4 ans.
Développer la prévention et la première ligne en santé ainsi que les soins pour les personnes âgées, tout en mettant fin à la privatisation Les réorganisations du réseau de la santé doivent cesser. Le personnel est à bout de souffle et les services ne se sont pas améliorés.		?		 Le gouvernement Couillard vient d'annoncer une augmentation des ressources pour le soutien à domicile des personnes âgées. Pour le reste, pas encore connu.
Instaurer un régime public et universel d'assurance médicaments Le Canada est l'un des seuls pays de l'OCDE qui n'offre pas un régime public universel d'assurance médicaments. Les régimes d'employeurs sont de moins en moins viables en raison de l'explosion des coûts. La seule solution viable: un régime public et universel.	 Mais après étude des modalités. Un groupe de travail serait mis sur pied rapidement pour étudier le passage à un régime universel et public.			Pas encore connu.
Améliorer la rémunération globale des employés et employées de l'État La rémunération globale (salaire, retraite et autres avantages) du secteur public québécois est en retard par rapport aux autres travailleuses et travailleurs québécois.		 Sauf pour trois groupes: enseignants et enseignantes, ingénieurs et ingénieures, spécialistes en informatique.		Pas encore connu.
Une transition juste vers une économie verte et « sans pétrole » La transition énergétique pour sortir de l'utilisation intensive du pétrole est inévitable. Elle doit être planifiée, concertée et accompagnée de mesures de soutien pour les travailleuses et travailleurs qui seront touchés.		 N'est pas contre cette idée, mais cela ne fait pas partie des priorités.		Pas encore connu.
Une transition juste vers une économie numérique La révolution numérique transformera plusieurs aspects du travail dans la majorité des milieux. Il faut des mesures de soutien pour les travailleurs et travailleuses qui auront à s'adapter.	?	?	?	 Plusieurs mesures vont dans ce sens dans la <i>Stratégie nationale de la main-d'œuvre</i> récemment rendue publique.
Concevoir une politique industrielle innovante et durable Les changements s'accroissent dans l'économie mondiale. Il est temps pour le Québec de se doter d'une politique industrielle qui tienne compte de toutes ces transformations de l'économie.		?	?	Pas encore connu.
Augmenter les taux d'imposition des mieux nantis et lutter contre les paradis fiscaux de manière efficace La FTQ demande une révision de la fiscalité qui assure la juste contribution de tous, notamment par la mise en place d'un impôt minimum pour les grandes entreprises et la création de paliers d'imposition supplémentaires pour les revenus personnels les plus élevés.	 M. Lisée a annoncé qu'une de ses premières décisions économiques serait d'exclure Revenu Québec de l'application des ententes signées par le Canada avec des paradis fiscaux.	 Paliers d'impôts pour les mieux nantis. Lutte contre les paradis fiscaux.		 Paliers d'impôts pour les mieux nantis. Lutte contre les paradis fiscaux.
Assurer l'équité fiscale entre les plateformes numériques (ex. Netflix ou Amazon) et les entreprises nationales La rapidité avec laquelle le commerce de biens et de services numériques s'est développé a rendu les lois fiscales désuètes. Il faut minimalement une mise à jour pour s'assurer que les taxes de vente sont prélevées sur ces biens et services achetés en ligne.		 Mais M. Legault souhaite retourner aux consommateurs les montants prélevés de cette manière.		
Imposer des exigences en matière de création d'emploi à l'octroi d'aides aux entreprises L'objectif principal des mesures fiscales d'aide aux entreprises doit être le maintien et la création d'emplois.				Pas encore connu.
Restaurer un dialogue social fort à travers l'ensemble des régions axé sur le développement socioéconomique local et régional				Pas encore connu.
Adopter un nouveau mode de scrutin mixte proportionnel Dans le système actuel, c'est le parti qui fait élire le plus de députés qui prend le pouvoir et non celui qui a obtenu le plus de votes. Une réforme du mode de scrutin permettrait de mieux équilibrer la formule actuelle en incluant une part de députés choisis à la proportionnelle.				
Renforcer et augmenter le financement des mesures de francisation La politique de francisation, longtemps négligée, a été qualifiée de « fiasco » par la Vérificatrice générale. Il est temps de renforcer et de refinancer la politique de francisation des personnes immigrantes.				 Selon la <i>Stratégie nationale de la main-d'œuvre</i> du gouvernement Couillard, la francisation devrait recevoir un meilleur financement.

BILAN DES LIBÉRAUX

Petite liste de ce qu'il ne faut pas oublier

AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE

- ▼ Deux ans d'austérité budgétaire entre 2014 et 2016. C'est 4 milliards de coupes budgétaires dans les services à la population.
- ▼ Augmentation généralisée des tarifs des services publics.
- ▼ Pourtant, dès 2015, le Québec nage dans les surplus – 4,6 milliards en surplus entre 2015 et 2016 !
- ▼ Les réinvestissements de 2017 et 2018 ne compenseront pas ces reculs.
- ▼ Le gouvernement Couillard a donc inutilement détérioré les services publics.
- ▼ Retard salarial pour le secteur public alors que le salaire des médecins explose.
- ▼ Cerise sur le *sundae* : le budget de 2018 annonce déjà d'autres années d'austérité!

FIASCO À LA SANTÉ

- ▼ Compressions budgétaires sans précédent.
- ▼ Grande centralisation bureaucratique (« Réforme Barrette »), mais pas d'amélioration de l'accès aux services.
- ▼ Le personnel de la santé est à bout de souffle.
- ▼ L'attente aux urgences n'a pas reculé.
- ▼ La population sans médecin de famille n'a pas diminué.

RECULS POUR LES FAMILLES

- ▼ Augmentation vertigineuse du tarif des garderies : du tarif unique de 7,30 \$ par jour à un tarif modulé en fonction du revenu, entre 8,05 \$ et 21,95 \$ par jour.
- ▼ Priorité aux garderies commerciales plutôt qu'au développement du réseau des CPE.
- ▼ Mise en péril de l'assurance parentale : baisse des cotisations au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), donc une baisse de budget d'environ 200 millions alors que ce pilier de la politique familiale est déjà déficitaire.

RECULS EN ÉDUCATION

- ▼ Hausse du tarif des services de garde en milieu scolaire.
- ▼ Compressions dans l'aide aux devoirs.
- ▼ Compressions dans les petits-déjeuners.
- ▼ Compressions dans le transport scolaire.
- ▼ Compressions dans les services de soutien pédagogique (orthopédagogues, psychologues, etc.).
- ▼ Diminutions des offres de cours.
- ▼ Réductions de personnel à tous les niveaux.

RECULS DES DROITS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

- ▼ Recul des droits des travailleurs et travailleuses agricoles (projet de loi n° 8).
- ▼ Recul du droit à la libre négociation pour les employés municipaux (projets de loi n° 3 et n° 110).
- ▼ Utilisation continuelle de la menace de lois spéciales pour mettre fin à des moyens de pression légitimes et légaux.

LES OCCASIONS RATÉES

- ▼ Le gouvernement libéral refuse de s'engager à hausser le salaire minimum à 15 \$ l'heure comme l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique.
- ▼ Québec refuse d'interdire TOUTES les clauses de disparité de traitement (projet de loi n° 176).
- ▼ Québec permet à Uber de livrer une concurrence déloyale à l'industrie du taxi.
- ▼ Rien dans le bilan des libéraux pour une lutte efficace contre les paradis fiscaux.
- ▼ Rien dans le bilan des libéraux sur la modernisation de la Loi anti-briseurs de grève.